

Syndicat CGT Michelin

Refusons d'être les pigeons de la direction

Durant toute l'année 2009, la direction de l'usine nous a imposé le chômage, la pose de nos JDR et CA et une perte de salaire au nom de leur soi disant crise.

Dès ce début d'année 2010, la direction a remis le couvert, en nous ponctionnant notre 5^{ème} semaine de CA, ainsi que la pose arbitraire de JDR. Lors de la réunion du CE du 17 décembre 2009, le chef du personnel a expliqué que ces mesures étaient obligatoires avant le recours au chômage partiel dont il ne pouvait faire une projection précise quant au nombre de jours.

Depuis la fin d'année 2009, le calendrier collectif est sans cesse modifié. Les jours initialement prévus fermés (samedis matin, jours fériés, ...) sont réouverts au gré de décisions soi disant prises en haut lieu.

Cette gestion à l'emporte pièce, sans cap réellement précis, n'est en fait que de l'expérimentation sur la flexibilisation des travailleurs (euses), qui devraient s'adapter aux lois du capitalisme façon Michelin. Ce modèle de capitalisme a été le fer de lance des formations inutiles (grassement rémunérées à Michelin par les organismes de formation), qui se sont poursuivies en ce début d'année.

Au prétexte d'un regain d'activité la direction par le biais d'un effet d'annonce promet des embauches. Malheureusement, il ne s'agit là que d'emplois précaires et chacun a encore en souvenir le sort qui a été réservé aux travailleurs précaires de Michelin en 2009.

Le plus curieux dans cette affaire est que ce regain d'activité touche d'autres usines au même moment avec les mêmes mesures prises notamment la flexibilité des travailleurs. A croire que les clients ont attendu le printemps pour relancer leur activité !

Au comble de ce paradoxe, ce vendredi 7 mai, les actionnaires se sont partagés 147 millions d'euros qui sont le résultat de notre travail.

Il ne faut pas oublier non plus que Michelin a provisionné 412 Millions d'euros en prévision des fermetures de sites.

Poussant la provocation jusqu'à l'extrême, la part de nos augmentations de salaires est ridicule surtout pour la catégorie agents (1,2% en moyenne). Pour les cadres dont une grande majorité soutient ouvertement cette politique antisociale (notamment ici à l'usine), l'augmentation se chiffre à 3,35%.

Jamais les salaires n'ont été aussi bas et pourtant avec un résultat net de 104 millions d'euros, Michelin n'hésite pas à emprunter pour engraisser les actionnaires.

L'espérance de vie d'un ouvrier est inférieure de 7 ans à celle d'un cadre, tant du fait des conditions de travail, que des conditions de vie notamment les salaires.

Est cela la justice sociale chez Michelin ?

Chacune et chacun qui est concerné doit exiger le respect de l'application de la règle des 80 (somme de l'âge et de l'ancienneté) qui est toujours en vigueur dans l'entreprise. Si vous rencontrez des difficultés pour bénéficier de cet acquis, parlez en à vos délégués CGT.

Il y a urgence à ce que tous ensemble, et au niveau de toutes les usines, s'organise la riposte sur la question des salaires, de l'emploi, mais aussi de la prise en compte de la pénibilité.

RETRAITES

Sur cette question essentielle, le gouvernement et le MEDEF qui parlent d'une même voix, entendent imposer des reculs sociaux, (soi disant inévitables) qui

vont condamner les salariés (ées) à mourir du travail.

Cette question concerne tout le monde et à plus d'un titre les jeunes générations dont l'avenir se soldera par une vie entière consacrée au travail.

Personne ne peut être indifférent à ce qui est en train de se préparer et dont seule l'action dure, massive, unitaire, permettra la mise en échec.

Que représentent quelques heures de salaire perdues au regard d'années de travail à faire en moins ?

Le syndicat CGT exige l'ouverture immédiate de négociations sur les salaires, la retraite, la pénibilité, l'emploi, l'évolution des coefficients, et demande l'arrêt immédiat des expérimentations liées à la flexibilité, la restitution de notre 5^{ème} semaine de CA (illégalement ponctionné puisque les mesures de chômage partiel sont abandonnées).

La CGT appelle les salariés à faire des vendredi 14 et samedi 15 MAI, des journées de mobilisation sur ces revendications en faisant grève totale sur ces postes.

Le 11 05 2010